

Ensemble ou séparément : l'Argentine, le Brésil et l'ALENA

être inondée de produits brésiliens à bas prix, les relations entre les deux pays seraient sérieusement ébranlées⁴⁹.

Le danger qui risque le plus de se matérialiser est celui que les crises à répétition ne créent un climat d'incertitude peu favorable aux affaires dans l'ensemble des pays du MERCOSUR. À défaut de règles stables propices à l'instauration d'un climat de certitude, ni les entreprises nationales ni les sociétés étrangères ne seront encouragées à investir. Tout degré d'instabilité grave dans les pays du MERCOSUR risque donc de nuire à la capacité de la région d'encourager l'investissement direct, un objectif clé de l'accord. L'Argentine a particulièrement intérêt à chercher une solution à ce problème. Les investisseurs internationaux que préoccupe l'instabilité constante dans les pays du MERCOSUR pourraient en effet décider de n'investir ni en Argentine ni au Brésil en dépit du fait que les conditions favorables à l'investissement étranger soient réunies en Argentine. Si la région est perçue comme étant instable et caractérisée par un manque d'homogénéité des politiques, malgré que le Brésil en soit en pratique responsable, l'Argentine pourrait elle aussi en subir les conséquences. Du point de vue de l'Argentine, les problèmes au sein du MERCOSUR risquent de compromettre non seulement ses rapports commerciaux avec le Brésil, mais aussi la participation étrangère à son activité économique de manière générale.

5. Le Brésil de nouveau à l'oeuvre - La présidence de Cardoso

Les décideurs brésiliens reconnaissent en grand nombre la nécessité d'opérer des réformes en profondeur. Le ministre brésilien des Finances a lancé récemment un appel en faveur «[traduction] de réformes urgentes et durables notamment dans les secteurs de la fiscalité, de la sécurité sociale et de la fonction publique de façon à mettre un terme à l'inflation chronique⁵⁰ ». La question qui se pose est celle de savoir non pas si le besoin de réformes économiques au Brésil est reconnu, mais bien si ces réformes peuvent être opérées assez rapidement et suffisamment en profondeur pour

⁴⁹ Le Brésil n'est pas le seul pays à avoir manqué à ses obligations dans le cadre du MERCOSUR. En mars 1995, «[traduction] l'Argentine a réinstitué sa "taxe statistique" fixée à 3 % sur toutes les importations de pays tiers, à l'exception des animaux de reproduction, des semences, des combustibles minéraux, du papier, des livres et des journaux, des biens d'équipement et du matériel informatique et de télécommunications, auxquels s'applique une taxe de 0 % (aucun engagement n'a encore été pris d'éliminer progressivement cette taxe). Dans les faits, cela signifie ... que l'Argentine refuse d'appliquer intégralement le TEC (c'est-à-dire que les taxes à l'importation par poste tarifaire excéderont de 3 % le TEC), sauf dans le cas des importations sur lesquelles s'applique une "taxe statistique" de 0 %. » C. William Robinson, *Mercosul What It Is, What It Does*, ambassade du Canada à Brasília, 6 avril 1995, p. 15.

⁵⁰ "Brazil Economic Stability A Long-Term Job - Malan", Reuter News Service, 27 juin 1995.